

## MINISTERES DE L'EDUCATION NATIONALE

F. 83 — 1449

## Arrêté royal concernant le traitement égal de garçons et filles dans l'accès à la formation professionnelle

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre Majesté le projet d'arrêté royal ci-joint qui a pour but d'exécuter l'article 124 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique qui prévoit à son titre V (article 116 et suivants) l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les conditions de travail et l'accès à la formation et à la promotion professionnelles, ainsi que l'accès à une profession indépendante.

Cette loi met en œuvre dans notre pays la directive de la C.E.E. du 9 février 1976.

En son article 124 en effet, il est prévu qu'après concertation prévue à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ce qu'il faut entendre par orientation et formation professionnelles.

Le texte original du projet considérait l'ensemble des enseignements secondaire, supérieur et universitaire comme formation professionnelle.

Sur ce texte, les pouvoirs organisateurs se sont déclarés d'accord le 20 avril 1982.

Toutefois, il résultait de l'avis du Conseil d'Etat qu'il y avait lieu de conclure des travaux préparatoires de la loi du 4 août 1978 que l'enseignement général était exclu du champ d'application tant l'enseignement du type II que l'enseignement secondaire rénové.

Pour adapter le texte du projet à l'avis, il fallait notamment résoudre le problème du premier degré du type I. Considérer ce grade comme formation professionnelle, pouvait être en contradiction avec la philosophie du départ commun de l'enseignement secondaire rénové. Considérer de façon « partielle » ce grade comme formation professionnelle (p.e. la première année d'études B et la deuxième année professionnelle), pourrait rendre la contradiction encore plus grande. Compte tenu de l'économie de la loi de 1978, on a finalement décidé d'intégrer le premier degré dans le champ d'application. Lors de la concertation avec les pouvoirs organisateurs, il a été remarqué à juste titre que l'accès égal à la formation professionnelle implique des garanties d'égalité dans le degré d'observation. Compte tenu de l'article 3 du projet, cette solution paraissait être la plus logique et la plus réaliste.

En outre, toutes les suggestions formulées par le Conseil d'Etat ont été reprises, notamment le devoir de motivation en cas de dérogations prévues à l'article 4.

Après adaptation du texte les pouvoirs organisateurs ont été à nouveau consultés à savoir le 14 décembre 1982.

Indépendamment de l'avis émis par le Conseil d'Etat nous voudrions exposer ce qui suit.

Des difficultés surviennent lorsqu'il s'agit de savoir si cette égalité d'accès des filles comme des garçons à l'enseignement de leur choix impliquerait nécessairement la mixité dans chacun des établissements.

L'interprétation donnée au nom du Gouvernement par le Ministre de l'Emploi et du Travail de l'époque lors du vote de la loi du 4 août 1978 est celle-ci :

« Il ne peut que d'agir d'« endroit », d'aire géographique déterminée et, pour ne pas nous écarter de la mise en œuvre de la Directive, j'ajouterai que la seule référence à retenir est celle du procès-verbal déjà cité du Conseil des Communautés, dans lequel il est acté que le respect de l'égalité d'accès pour les hommes et les femmes « implique » qu'il faut veiller à réaliser la mixité sur le plan local et, non nécessairement, dans chaque établissement ».

Sur cette base, la Commission de travail des femmes et celle pour l'égalité des chances des garçons et des filles dans l'enseignement ont émis leurs avis.

## MINISTERIES VAN ONDERWIJS

N. 83 — 1449

## Koninklijk besluit betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in de toegang tot de beroepsopleiding

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Regering heeft de eer Uwe Majesteit het hierbij gevoegde ontwerp van besluit voor te leggen dat tot doel heeft het artikel 124 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering uit te voeren dat in zijn Titel V (art. 116 en volgende) de gelijke behandeling van mannen en vrouwen voorziet, ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen ten aanzien van de toegang tot een zelfstandig beroep.

Deze wet legt in ons land de E.E.G.-richtlijn van 9 februari 1976 ten uitvoering.

In haar artikel 124 wordt inderdaad bepaald dat na overleg als bepaald in artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt wat men dient te verstaan onder beroepsopleiding en beroepsoriëntering.

De oorspronkelijke tekst van het ontwerp definieerde als beroepsopleiding geheel het secundair, hoger en universitair onderwijs.

Met deze tekst hebben de inrichtende machten zich op 20 april 1982 akkoord verklaard.

Evenwel bleek uit het advies van de Raad van State dat uit de voorbereidende werkzaamheden van de wet van 4 augustus 1978 diende afgeleid te worden dat het algemeen onderwijs uit het toepassingsgebied is uitgesloten, dit zowel in het type II-onderwijs als in het vernieuwd secundair onderwijs.

Bij het aanpassen van de ontwerp tekst aan het advies stelde zich inzonderheid het probleem van de eerste graad van het type I. Deze graad als « beroepsopleiding » beschouwen kan een tegenstrijdigheid inhouden met de VSO-filosofie van de « gemeenschappelijke start ». Hem « gedeeltelijk » als beroepsopleiding beschouwen (vb. het eerste leerjaar B en het beroepsvoorbereidend jaar) zou deze tegenstrijdigheid nog scherper in de verf zetten. Uiteindelijk werd ervoor geopteerd — geteeld op de geest van de wet van 1978 — de eerste graad toch onder het toepassingsgebied te brengen. Bij het overleg met de inrichtende machten werd immers terecht opgemerkt dat een gelijke toegang tot de beroepsopleiding veronderstelt dat alle garanties gegeven worden voor een gelijkheid in de observatiegraad. In combinatie met artikel 3 van het ontwerp bleek dit de meest zinnige en realistische oplossing.

Verder werden alle suggesties van de Raad van State overgenomen, inzonderheid de motiveringsplicht bij afwijkingen, voorzien in artikel 4.

Na aanpassing van de tekst werden de inrichtende machten opnieuw geconsulteerd met name op 14 december 1982.

Los van het advies van de Raad van State weze het ons toegelaten nog volgende zaken toe te lichten.

Er rijzen moeilijkheden omtrent de vraag of deze gelijke toegangskansen voor meisjes en jongens tot het onderwijs van hun keuze noodzakelijkerwijze de mixiteit in elke inrichting zou impliceren.

De interpretatie die door de toenmalige Minister van Teverkstelling en Arbeid gegeven werd namens de Regering bij de goedkeuring van de wet van 4 augustus 1978, luidde als volgt :

« Il ne peut que d'agir d'« endroit », d'aire géographique déterminée et, pour ne pas nous écarter de la mise en œuvre de la Directive, j'ajouterai que la seule référence à retenir est celle du procès-verbal déjà cité du Conseil des Communautés, dans lequel il est acté que le respect de l'égalité d'accès pour les hommes et les femmes « implique » qu'il faut veiller à réaliser la mixité sur le plan local et, non nécessairement, dans chaque établissement ».

Op grond hiervan hebben de Commissie Vrouwenarbeid en de « Commission pour l'égalité des chances des garçons et des filles dans l'enseignement » hun adviezen uitgebracht.

Les Commissions précitées ainsi que les Ministres de l'Éducation nationale et les Ministres membres du Comité ministériel pour le Statut de la Femme ont insisté sur l'importance non seulement de la possibilité d'accès des filles et des garçons à tous les types de formation, mais également sur l'importance de l'éducation qui doit amener les garçons et les filles à vivre une relation dans le respect fondamental de l'égalité.

Il leur semble qu'une action systématique pour un changement de mentalité, qu'une nouvelle pédagogie de la coéducation ainsi que la possibilité donnée aux filles et aux garçons d'être instruits ensemble, c'est-à-dire la mixité, soient les meilleurs atouts pour atteindre ces objectifs.

Le Gouvernement invite donc les pouvoirs organisateurs à contribuer à la réalisation des objectifs visés.

Il convient de signaler que ce projet n'exécute la loi que pour autant qu'il s'agisse de matières de l'enseignement qui sont des matières nationales sur la base de l'article 59bis de la Constitution.

La scission des articles 1 et 2 ne vise qu'à faire une distinction entre les matières pour lesquelles la concertation prévue à l'article 5 de la loi du 28 mai 1959 doit avoir lieu et les matières pour lesquelles ce n'est pas le cas.

Il va de soi que ce projet ne met pas en cause les décisions des pouvoirs organisateurs par lesquelles la mixité a été instaurée dans l'enseignement.

Il est d'ailleurs prévu que l'inscription d'un élève ne peut être refusée dans un établissement déterminé, sur la base de son sexe sauf s'il existe sur le territoire de commune où se situe l'établissement en question ou pendant une période transitoire dans une des communes limitrophes, un établissement de même caractère où sont admis les élèves de ce sexe.

Étant donné que l'exécution de la Directive C.E.E. doit se faire d'urgence, l'entrée en vigueur de cet arrêté est prévue pour l'année scolaire suivante.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
A. BERTOUILLE

#### AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État, section de législation, première chambre saisi par le Ministre de l'Éducation nationale, le 1er juillet 1982 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « concernant le traitement égal de garçons et filles dans l'accès à la formation professionnelle », a donné le 17 novembre 1982, l'avis suivant :

I. Les articles 1er et 2 du projet d'arrêté sont pris en exécution de l'article 124, alinéa 2, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique en vertu duquel le Roi est chargé de déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ce qu'il faut entendre par orientation et formation professionnelles.

Les articles 3 et 4, quant à eux, contiennent des règles particulières relatives à l'interdiction portée par l'article 125, alinéa 3, de la même loi de refuser l'accès à l'orientation et à la formation professionnelles pour des motifs fondés sur le sexe de la personne intéressée.

Le projet dans son ensemble concerne uniquement l'orientation et la formation professionnelles données dans le cadre de l'enseignement.

Il fait abstraction des types de formation professionnelle qui relèvent de la compétence des Communautés en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; ces types de formation professionnelle sont visés à l'arrêté royal du 16 octobre 1981 déterminant ce qu'il faut entendre, en vue de l'égalité de traitement des hommes et des femmes, par l'orientation et la formation professionnelles visées à l'article 124 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Genoemde Commissies evenals de Ministers van Onderwijs en de Ministers-leden van het Ministerieel Comité voor de Status van de Vrouw hebben gewezen op het belang niet alleen van de toegangsmogelijkheid voor jongens en meisjes tot alle opleidingsvormen maar ook van een opvoeding, die de jongens en de meisjes ertoe moet brengen een relatie op te bouwen in een geest van fundamentele gelijkheid.

Het lijkt hun dat een stelselmatige actie vóór een mentaliteitsverandering, voor een nieuwe pedagogie van de coëducatie evenals voor de mogelijkheid die aan meisjes en jongens wordt geboden om samen opgeleid te worden, nl. de mixiteit, de beste troeven zijn om deze doelstellingen te bereiken.

De Regering nodigt de inrichtende machten dan ook uit mee te werken aan de realisatie van voornoemde doelstellingen.

Er weze vermeld dat dit ontwerp enkel de wet uitvoert voor zover het onderwijsmateries betreft die op basis van artikel 59bis van de Grondwet nationale materies zijn.

De opsplitsing tussen artikel 1 en 2 beoogt enkel onderscheid te maken tussen aangelegenheden waarvoor het overleg bedoeld bij artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 dient plaats te hebben en de materies waarvoor dit niet het geval is.

Het spreekt vanzelf dat dit ontwerp geen afbreuk doet aan de beslissingen van de inrichtende machten waarbij de gemengdheid in het onderwijs werd ingevoerd.

Overigens wordt voorzien dat de inschrijving van een leerling op basis van zijn of haar geslacht niet kan geweigerd worden in een bepaalde inrichting tenzij er in de gemeente waar die school gelegen is of gedurende een overgangperiode in de aangrenzende gemeenten reeds een inrichting met hetzelfde karakter voorkomt waar leerlingen van dat geslacht worden toegelaten.

Aangezien de uitvoering van de E.E.G.-richtlijn van dringende aard is, wordt de toepassing van dit besluit voor het aanstaande schooljaar voorzien.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e juli 1982 door de Minister van Onderwijs verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen in de toegang tot de beroepsopleiding », heeft de 17e november 1982 het volgende advies gegeven :

I. De artikelen 1 en 2 van het ontwerp-besluit zijn genomen ter uitvoering van artikel 124, tweede lid, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, dat de Koning gelast bij een in Minieraad overlegd besluit te bepalen wat onder beroepskeuzevoorlichting en beroepsopleiding verstaan moet worden.

De artikelen 3 en 4 van hun kant bevatten nadere regelen betreffende het in artikel 125, derde lid, van dezelfde wet vervatte verbod de toegang tot de beroepskeuzevoorlichting en de beroepsopleiding te ontzeggen om redenen die in verband staan met het geslacht van de persoon.

Het ontwerp in zijn geheel betreft enkel de beroepskeuzevoorlichting en de beroepsopleiding die gegeven worden in het kader van het onderwijs.

De vormen van beroepsopleiding die krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren, zijn door het ontwerp buiten beschouwing gelaten; die vormen van beroepsopleiding zijn geïntegreerd in het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 tot bepaling van wat, met het oog op de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, moet worden verstaan onder de beroepskeuzevoorlichting en beroepsopleiding bedoeld in artikel 124 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Pour que le projet puisse être mieux et plus facilement situé, il est proposé de lui donner l'intitulé suivant :

« Arrêté royal relatif à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle dispensée dans les établissements d'enseignement, pris en exécution des articles 124 et 125 de la loi du 4 août 1978 de reorientation économique ».

II. Les articles 1er et 2 du projet prévoient que pour l'application du titre V, chapitre 1er, section 2, de la loi du 4 août 1978, il faut entendre par :

1. orientation professionnelle : l'information et les avis relatifs aux possibilités d'études et d'orientation scolaire et professionnelle fournis tant par les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par l'Etat, les services d'orientation scolaire et professionnelle, les organismes et les personnes qui sont autorisés, en exécution de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, à établir un rapport d'inscription, ainsi que les services qui sont chargés de la guidance permanente des élèves de l'enseignement spécial conformément à l'article 12, § 2, de la même loi, que par les services de consultation en matière d'études ou services similaires créés dans le cadre des universités;

2. formation professionnelle : toutes les branches de l'enseignement — en ce compris l'enseignement universitaire — à l'exclusion de l'enseignement maternel et primaire.

La question se pose de savoir si, en incluant l'ensemble de l'enseignement dans la définition des notions d'orientation professionnelle et de « formation professionnelle », le Roi est demeuré dans les limites de sa mission légale; en d'autres termes, l'article 124 de la loi du 4 août 1978 permet-il une définition aussi large des notions d'orientation et de formation professionnelles que celle qu'en donne le projet?

Le titre V de la loi du 4 août 1978 s'intitule :

« Egalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les conditions de travail et l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, ainsi que l'accès à une profession indépendante ».

Pour sa part, le premier article du titre V, à savoir l'article 116, énonce ce qui suit :

« En application de l'article 6 de la Constitution, le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes s'applique à l'accès à l'emploi, à la promotion professionnelle, à l'orientation, à la formation, au perfectionnement et au recyclage professionnels, à l'accès à une profession indépendante ainsi qu'aux conditions de travail.

Le titre V de la présente loi n'est pas applicable aux régimes légaux et complémentaires non légaux de sécurité sociale dans les domaines de l'assurance maladie-invalidité et soins de santé, assurance-chômage, pension de retraite et de survie, allocations familiales, accidents du travail et maladie professionnelle.

Le titre V de la présente loi est applicable au secteur des vacances annuelles à partir de la date fixée par le Roi sur avis du comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles. Cette date ne doit pas être postérieure au 31 décembre 1978 ».

Par ailleurs, l'article 124, alinéa 1er, dispose :

« La présente section est d'application à toute personne qui s'occupe, à quelque niveau que ce soit, de l'orientation, de la formation, de l'apprentissage, du perfectionnement ou du recyclage professionnels et de la promotion sociale, ainsi qu'à tous ceux qui diffusent, en ces domaines, de l'information ou de la publicité ».

L'intitulé du titre V reproduit ci-dessus et les dispositions des articles 116 et 124 révèlent que les règles que le titre V établit en matière d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, également en ce qui concerne, entre autres, l'orientation et la formation professionnelles, doivent être rapportées à l'accès au circuit du travail ou à une profession indépendante et que, logiquement, seules peuvent dès lors être comprises dans la définition de l'orientation professionnelle et de la formation professionnelle celles des branches de l'enseignement qui préparent directement à l'exercice d'un métier ou d'une profession en qualité de travailleur salarié ou d'indépendant.

Om het ontwerp beter en gemakkelijker te situeren, wordt het volgende opschrift in overweging gegeven :

« Koninklijk besluit betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de toegang tot de beroepsopleiding verstrekt in de onderwijsinstellingen, vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 124 en 125 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering. »

II. De artikelen 1 en 2 van het ontwerp stellen dat voor de toepassing van het bepaalde in titel V, hoofdstuk I, afdeling 2, van de wet van 4 augustus 1978, verstaan moet worden onder :

1. beroepskeuzevoorlichting : de informatie en de adviezen met betrekking tot studie- en beroepskeuzemogelijkheden verstrekt door zowel de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door het Rijk en de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, de instellingen en de personen die gemachtigd zijn tot het opstellen van een inschrijvingsverslag in uitvoering van artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, alsook de diensten die belast zijn met de permanente begeleiding van leerlingen in het buitengewoon onderwijs conform met artikel 12, § 2, van dezelfde wet, als de diensten voor studieadvies of gelijkaardige diensten die in het kader van de universiteiten opgericht zijn;

2. beroepsopleiding : alle takken van het onderwijs — met inbegrip van het universitair onderwijs —, behalve het kleuter- en lager onderwijs.

Vraag is of de Koning door bij de begripsomschrijving van « beroepskeuzevoorlichting » en « beroepsopleiding » het gehele onderwijs te betrekken, binnen de perken van zijn wettelijke opdracht blijft, met andere woorden of artikel 124 van de wet van 4 augustus 1978 een zo ruime definitie van beroepskeuzevoorlichting en beroepsopleiding als in het ontwerp gegeven is, toelaat.

Titel V van de wet van 4 augustus 1978 draagt als opschrift :

« Gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de toegang tot een zelfstandig beroep. »

Van zijn kant bepaalt het eerste artikel van Titel V, met name artikel 116, wat volgt :

« Het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen is, met toepassing van artikel 6 van de Grondwet, toepasselijk op de toegang tot het arbeidsproces, op de gelegenheid tot promotiekansen of de beroepskeuzevoorlichting, de beroepsopleiding, de voortgezette beroepsopleiding, en de bij- en omscholing, op de toegang tot een zelfstandig beroep, alsmede op de arbeidsvoorwaarden.

Titel V van deze wet is niet van toepassing op de wettelijke en aanvullende bovenwettelijke regelingen voor sociale zekerheid op het stuk van de werkloosheidsverzekering, de ziekte- en invaliditeitsverzekering, het rust- en overlevingspensioen, de kinderbijslag, de arbeidsongevallen en de beroepsziekten.

Titel V van deze wet is van toepassing op de sector van de jaarlijkse vakantie vanaf de door de Koning op advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie vastgestelde datum. Die datum mag niet na 31 december 1978 vallen. »

Voorts stelt artikel 124, eerste lid, wat volgt :

« Deze afdeling is van toepassing op al wie zich op welk niveau ook bezighoudt met de beroepskeuzevoorlichting, de beroepsopleiding, het leerlingwezen, de voortgezette opleiding, de bij- en omscholing, de sociale promotie, alsook op al wie op deze gebieden informatie of publiciteit verspreidt. »

Het hiervoren aangehaalde opschrift van Titel V alsmede de bepalingen van de artikelen 116 en 124 wijzen erop dat de in Titel V vervatte regeling betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen onder meer ook wat de beroepskeuzevoorlichting en de beroepsopleiding betreft, in verband gebracht moet worden met de toegang tot het arbeidsproces of tot een zelfstandig beroep en dat derhalve bij de definitie van beroepskeuzevoorlichting en beroepsopleiding redelijkerwijze enkel die takken van het onderwijs betrokken mogen worden, die rechtstreeks voorbereiden op de uitoefening van een ambacht of een beroep, als werknemer of als zelfstandige.

Cette conclusion est corroborée par plusieurs déclarations du Ministre de l'Emploi et du Travail faites au nom du Gouvernement à titre de commentaire sur le projet qui est devenu la loi du 4 août 1978 :

1. « Le titre V du présent projet, relatif à l'égalité de traitement entre hommes et femmes, dont certains ont estimé avec raison qu'il n'était pas ici à sa place, s'insère en réalité dans le nouveau programme d'intervention du Gouvernement pour l'emploi et le travail, dont l'essentiel est à l'examen en Commission de la Chambre. »

(Doc. parl., Sénat, n° 415 (1977-1978, n° 2, p. 195, rapport fait au nom de la Commission spéciale du Sénat.)

2. « Ce texte, cette section, ne signifie évidemment pas que l'égalité de traitement, en tant qu'elle contient l'obligation de mixité des établissements, concerne tout l'enseignement... Elle ne touche — et je voudrais être clair sur ce point afin que tous les groupes ici présents soient entièrement rassurés — que les établissements de formation professionnelle au sens défini par le Roi. Pour autant que de besoin, on trouve confirmation de cette certitude juridique dans le fait que la Communauté entend étudier par ailleurs le problème de l'égalité de traitement dans l'enseignement en général. On peut en effet lire dans le procès-verbal du Conseil du 12 janvier 1976 que : « Compte tenu des liens étroits existant entre éducation et formation professionnelle, les progrès à réaliser en matière d'égalité de traitement dans le domaine de la formation professionnelle sont étroitement liés à la question de l'égalité des chances offerts aux garçons et aux filles dans le domaine de l'enseignement en général et de l'orientation scolaire (...) Le problème général de la réalisation de l'égalité des chances en vue du plein accès à toutes les formes d'enseignement est d'ores et déjà en cours d'examen dans le cadre de la coopération dans le domaine de l'éducation. »

Ce texte, cette section, qui suppose la mixité de l'enseignement professionnel, n'implique pas nécessairement la mixité de chaque établissement, ne rend pas la mixité obligatoire dans chaque école individuelle qui dispense une formation professionnelle, même si tel reste l'objectif à long terme.

La justification de l'amendement adopté par votre commission indique que toutes les formations professionnelles existant dans une « région déterminée » doivent être accessibles tant aux garçons qu'aux filles.

C'est aux Ministres de l'Éducation nationale qu'il appartiendra de proposer, pour ce qui les concerne, les critères de détermination de ces aires locales, de façon à respecter l'esprit de la Directive et à amener progressivement l'enseignement professionnel à la mixité complète » (Annales parlementaires, séance du 14 juillet 1978, p. 1989).

3. « Si j'ai effectivement considéré que l'égalité de traitement pouvait contribuer à améliorer l'insertion des femmes dans la vie active, dans le marché de l'emploi, c'est-à-dire leur être d'une aide certaine dans leur lutte contre le chômage (...) j'ai aussi rattaché le titre V (...) à la nécessité de prévenir encore mieux les comportements discriminatoires qui rendent l'accès à l'emploi malaisé (ibidem).

4. « Je dirai à Mme Goor que je ne puis partager sa conception restrictive en matière d'enseignement technique. Les directives européennes visent de toute évidence l'enseignement technique. Certes, il appartiendra aux Ministres de l'Éducation nationale de définir l'enseignement ayant une finalité professionnelle. J'avoue que dans l'enseignement rénové, il ne sera pas aussi facile qu'il peut paraître dès l'abord d'opérer la distinction. Mais l'arrêté sera délibéré en Conseil des Ministres et celui-ci devra veiller à ce que ces enseignements ne soient pas écartés de l'application de la présente directive » (Ann. parl., séance du 14 juillet 1978, p. 2004.)

5. « (...) Je veux bien confirmer les déclarations que j'ai faites ce matin, à savoir que ce sont les établissements dispensant la formation professionnelle qui sont visés, et pas les autres. » (Ann. parl., Sénat, séance du 14 juillet 1978, p. 2010.)

6. « A propos du champ d'application pour l'enseignement, le Ministre confirme que l'enseignement général est écarté par la directive et le projet de loi. Il renvoie au procès-verbal du Conseil des Ministres européens de janvier 1971 : ce problème est à l'examen à la C.E.E. Il intéresse les Ministres de l'Éducation nationale.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail confirme également le fait que l'enseignement technique est visé par la directive et le projet de loi. » (Extrait du rapport fait au nom de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants, doc. parl., Chambres des Représentants, n° 470 (1977-1978), 9, p. 66.)

Verschillende verklaringen van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid gedaan namens de regering als toelichting bij het ontwerp dat de wet van 4 augustus 1978 geworden is, bevestigen die conclusie, onder meer de volgende :

1. « Titel V van het ontwerp, die betrekking heeft op de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, en waarvan sommigen terecht menen dat hij hier niet thuishoort, vormt in werkelijkheid een onderdeel van het nieuwe actieprogramma van de Regering inzake tewerkstelling en arbeid, waarvan het voornaamste gedeelte thans door de Kamercommissie wordt bestudeerd » (Gedr. St. Senaat nr. 415 (1977-1978), nr. 2, p. 195 (verslag namens de Bijzondere Commissie van de Senaat)).

2. « Ce texte, cette section, ne signifie évidemment pas que l'égalité de traitement, en tant qu'elle contient l'obligation de mixité des établissements, concerne tout l'enseignement... Elle ne touche — et je voudrais être clair sur ce point afin que tous les groupes ici présents soient entièrement rassurés — que les établissements de formation professionnelle au sens défini par le Roi. Pour autant que de besoin, on trouve confirmation de cette certitude juridique dans le fait que la Communauté entend étudier par ailleurs le problème de l'égalité de traitement dans l'enseignement en général. On peut en effet lire dans le procès-verbal du Conseil du 12 janvier 1976, que : « Compte tenu des liens étroits existant entre éducation et formation professionnelle, les progrès à réaliser en matière d'égalité de traitement dans le domaine de la formation professionnelle sont étroitement liés à la question de l'égalité des chances offerts aux garçons et aux filles dans le domaine de l'enseignement en général et de l'orientation scolaire (...) Le problème général de la réalisation de l'égalité des chances en vue du plein accès à toutes les formes d'enseignement est d'ores et déjà en cours d'examen dans le cadre de la coopération dans le domaine de l'éducation. »

Ce texte, cette section, qui suppose la mixité de l'enseignement professionnel, n'implique pas nécessairement la mixité de chaque établissement, ne rend pas la mixité obligatoire dans chaque école individuelle qui dispense une formation professionnelle, même si tel reste l'objectif à long terme.

La justification de l'amendement adopté par votre commission indique que toutes les formations professionnelles existant dans une « région déterminée » doivent être accessibles tant aux garçons qu'aux filles.

C'est aux Ministres de l'Éducation nationale qu'il appartiendra de proposer, pour ce qui les concerne, les critères de détermination de ces aires locales, de façon à respecter l'esprit de la Directive et à amener progressivement l'enseignement professionnel à la mixité complète » (Parl. Handl. Senaat, vergadering van 14 juli 1978, p. 1989).

3. « Si j'ai effectivement considéré que l'égalité de traitement pouvait contribuer à améliorer l'insertion des femmes dans la vie active, dans le marché de l'emploi, c'est-à-dire leur être d'une aide certaine dans leur lutte contre le chômage (...) j'ai aussi rattaché le titre V (...) à la nécessité de prévenir encore mieux les comportements discriminatoires qui rendent l'accès à l'emploi malaisé » (ibidem.)

4. « Je dirai à Mme Goor que je ne puis partager sa conception restrictive en matière d'enseignement technique. Les directives européennes visent de toute évidence l'enseignement technique. Certes, il appartiendra aux Ministres de l'Éducation nationale de définir l'enseignement ayant une finalité professionnelle. J'avoue que dans l'enseignement rénové il ne sera pas aussi facile qu'il peut paraître dès l'abord d'opérer la distinction. Mais l'arrêté sera délibéré en Conseil des Ministres et celui-ci devra veiller à ce que ces enseignements ne soient pas écartés de l'application de la présente directive » (Parl. Handl., vergadering van 14 juli 1978, p. 2004.)

5. « (...) Je veux bien confirmer les déclarations que j'ai faites ce matin, à savoir que ce sont les établissements dispensant la formation professionnelle qui sont visés, et pas les autres » (Parl. Handl. Senaat, vergadering van 14 juli 1978, p. 2010).

6. « Wat het toepassingsgebied voor het onderwijs betreft, bevestigt de Minister dat het algemeen onderwijs door de richtlijn en het wetsontwerp is uitgesloten. Hij verwijst naar het proces-verbaal van de Raad der Europese Ministers van januari 1971 : het vraagstuk is in studie bij de E.E.G. Het belangt de Ministers van Nationale Opvoeding aan.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bevestigt ook dat in de richtlijn en het wetsontwerp het technisch onderwijs bedoeld is » (uit het verslag namens de Bijzondere Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers nr. 470 (1977-1978), 9, p. 66.)

D'autres déclarations faites au cours de la discussion publique du projet au Sénat et à la Chambre des Représentants confirment cette thèse; à cet égard, il convient de citer notamment :

1. une déclaration de Mme D'Hondt-Van Opdenbosch :

« Uit het « procès-verbal interprétatif du Conseil des Ministres » blijkt dat de wet niet tot doel heeft de gemengde opleiding als dusdanig in te voeren, doch wel de vrije toegang tot het beroep. De algemeen vormende opleidingen verstrekt door Nationale Opvoeding blijven uitgesloten van onderhavige wetgeving.

(...) Na de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te hebben verwezenlijkt op het gebied van het nieuw huwelijksgoederenrecht, zal hier straks ook deze wet — (...) — op de gelijke behandeling in arbeids- en beroepswereld worden gestemd » (Annales parlementaires, Sénat, séance du 14 juillet 1978, pp. 1992 et 1993.)

2. une déclaration du Sénateur Piot :

« De tekst zoals wij hem nu lezen laat de Koning toe te bepalen wat onder de term « beroepsopleiding » moet worden verstaan, dit wil zeggen welke categorie van onderwijs, vanaf een bepaald moment, voor de toepassing van deze wet als beroepsvormend moet worden beschouwd. » (Annales parlementaires, Sénat, séance du 14 juillet 1978, p. 2010.)

3. une déclaration de Mme Maes, rapporteur au nom de la Commission de la Chambre des Représentants :

« Om alle verwarring te voorkomen wil ik de nadruk leggen op de verklaring van de Regering wat betreft de draagwijdte van de getroffen maatregelen inzake beroepsopleiding. Dit hoofdstuk dat wij hebben ingelast (il s'agit ici de la section 2 du chapitre II du titre V, savoir les articles 124 et 125) is tot spijt van de enen en tot vreugde van de anderen niet zó gesteld dat morgen alle onderwijsinstellingen kunnen verplicht worden de instelling open te stellen voor personen van beider kunne. Het algemeen onderwijs valt eruiten. » (Annales parlementaires, Chambre des Représentants, séance du 24 juillet 1978, p. 3119.)

4. une déclaration de Mme Demeester-De Meyer :

« Het is duidelijk dat de gelijke toegang tot de beroepsopleiding nogal wat stof heeft doen opwaaien, omdat oorspronkelijk door de enen gevreesd en door de anderen gehoopt werd dat deze gelijke toegang zou leiden tot verplicht gemengd maken van alle scholen. Dit is geenszins de bedoeling geweest van de E.E.G. — richtlijn, temeer daar een aparte Europese richtlijn later over het onderwijs zal handelen. Zie in dit verband het interpretatief proces-verbaal van de Ministerraad waarbij aangekondigd wordt dat de eigenlijke onderwijsmaterie zal worden geregeld in overleg tussen de verschillende onderwijsministers van de E.E.G.-landen. » (Annales parlementaires, Chambre des Représentants, séance du 25 juillet 1978, p. 3155.)

Les notions de « formation professionnelle » et d' « orientation professionnelle » visées au titre V, et singulièrement à l'article 124, de la loi du 4 août 1978 doivent dès lors être prises dans l'acception qui leur est attribuée par le langage courant et qui rejoint d'ailleurs la signification qu'elles ont en droit social, où la formation professionnelle s'entend d'une formation dispensée en vue de l'acquisition des aptitudes requises pour l'exercice d'une profession déterminée, l'orientation professionnelle, quant à elle, consistant à fournir des informations et à donner des avis lors du choix de la profession ou des études (voir le « Benelux Sociaalrechtelijk Woordenboek », p. 58.)

En conclusion, la définition à donner à la notion de formation professionnelle en exécution de l'article 124, alinéa 2, de la loi du 4 août 1978 et au sens du projet doit viser toutes les formes d'enseignement orientés vers une profession, mais ne peut se référer à d'autres formes d'enseignement.

Il appartiendra au Gouvernement de déterminer quels formes ou types d'enseignement sont orientés vers une profession et quels autres ne le sont pas.

Il y aura lieu de faire la même distinction en ce qui concerne l'enseignement secondaire rénové.

Pour ce qui est de l'orientation professionnelle, il conviendra d'englober dans la définition de cette notion tous les services, organismes et personnes qui fournissent des informations ou donnent des avis concernant celles des branches ou formes d'enseignement qui sont orientées vers une profession.

Nog andere verklaringen gedaan tijdens de openbare discussie van het ontwerp in de Senaat en in de Kamer van Volksvertegenwoordigers bevestigen die stelling, zo onder meer :

1. een verklaring van Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch :

« Uit het « procès-verbal interprétatif du Conseil des Ministres » blijkt dat de wet niet tot doel heeft de gemengde opleiding als dusdanig in te voeren, doch wel de vrije toegang tot het beroep. De algemeen vormende opleidingen verstrekt door Nationale Opvoeding blijven uitgesloten van onderhavige wetgeving.

(...)

(...) Na de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te hebben verwezenlijkt op het gebied van het nieuw huwelijksgoederenrecht, zal hier straks ook deze wet — (...) — op de gelijke behandeling in arbeids- en beroepswereld worden gestemd » (Parl. Hand. Senaat, vergadering van 14 juli 1978, pp. 1992 en 1993.)

2. een verklaring van senator Piot :

« De tekst zoals wij hem nu lezen laat de Koning toe te bepalen wat onder de term « beroepsopleiding » moet worden verstaan, dit wil zeggen welke categorie van onderwijs, vanaf een bepaald moment, voor de toepassing van deze wet als beroepsvormend moet worden beschouwd » (Parl. Hand. Senaat, vergadering van 14 juli 1978, p. 2010.)

3. een verklaring van Mevr. Maes, rapporteur namens de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

« Om alle verwarring te voorkomen wil ik de nadruk leggen op de verklaring van de Regering wat betreft de draagwijdte van de getroffen maatregelen inzake beroepsopleiding. Dit hoofdstuk dat wij hebben ingelast (bedoeld is afdeling 2 van hoofdstuk II van titel V, dit zijn de artikelen 124 en 125) is tot spijt van de enen en tot vreugde van de anderen niet zó gesteld dat morgen alle onderwijsinstellingen kunnen verplicht worden de instelling open te stellen voor personen van beider kunne. Het algemeen onderwijs valt eruiten. » (Parl. Hand. Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 24 juli 1978, p. 3119.)

4. een verklaring van Mevr. Demeester-De Meyer :

« Het is duidelijk dat de gelijke toegang tot de beroepsopleiding nogal wat stof heeft doen opwaaien, omdat oorspronkelijk door de enen gevreesd en door de anderen gehoopt werd dat deze gelijke toegang zou leiden tot verplicht gemengd maken van alle scholen. Dit is geenszins de bedoeling geweest van de E.E.G.-richtlijn, temeer daar een aparte Europese richtlijn later over het onderwijs zal handelen. Zie in dit verband het interpretatief proces-verbaal van de Ministerraad waarbij aangekondigd wordt dat de eigenlijke onderwijsmaterie zal worden geregeld in overleg tussen de verschillende onderwijsministers van de E.E.G.-landen » (Parl. Hand. Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 25 juli 1978, p. 3155.)

« Beroepsopleiding » en « beroepskeuzevoorlichting » als bedoeld in titel V, en inzonderheid in artikel 124 van de wet van 4 augustus 1978 dienen derhalve genomen te worden in de betekenis die ze hebben in het algemeen spraakgebruik welke overigens aansluit bij die welke de beroepsopleiding en de beroepskeuzevoorlichting hebben in het sociale recht, dit is « vorming tot het verkrijgen van de kundigheden, vereist voor de uitoefening van een bepaald beroep » en « het geven van inlichtingen en advies bij het kiezen van een beroep of van een studierichting » (zie het Benelux Sociaalrechtelijk Woordenboek, p. 58).

Het besluit is dan ook dat bij de definitie van beroepsopleiding, gegeven ter uitvoering van artikel 124, tweede lid, van de wet van 4 augustus 1978 en in de zin als bedoeld in het ontwerp, naar alle vormen van beroepsgericht onderwijs verwezen moet worden, doch ook dat naar geen andere vormen van onderwijs verwezen mag worden.

De Regering zal moeten uitmaken welke vormen of typen van onderwijs beroepsgericht zijn en welke dat niet zijn.

Ook met betrekking tot het vernieuwd secundair onderwijs moet hetzelfde onderscheid gemaakt worden.

Wat de beroepskeuzevoorlichting betreft, moeten in de definitie ervan opgenomen worden, alle diensten, instellingen en personen die voorlichting of advies geven in verband met die takken of vormen van onderwijs die beroepsgericht zijn.



III. L'article 4 du projet permet aux Ministres de l'Education nationale, sur le plan de la formation professionnelle dans l'enseignement spécial secondaire, d'accorder, sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, des dérogations à la règle portée par l'article 3 du projet selon laquelle l'inscription d'un élève régulier ne peut, en principe, être refusée sur la base de son sexe.

Il ressort des déclarations du fonctionnaire délégué que le Gouvernement n'a en vue ici que des dérogations individuelles, dictées par des nécessités pratiques.

Pour faciliter le contrôle du respect de la règle d'égalité, la décision relative à toute demande de dérogation, qu'elle soit favorable ou défavorable, doit être motivée.

IV. L'article 5 du projet, qui fixe au 1er juillet 1982 la date d'entrée en vigueur de l'arrêté envisagé, devra être adapté.

La Chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;  
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;  
G. Schrans; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;  
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. H. Coremans.

Le rapport a été présenté par M. H. Verhulst, auditeur.

Le greffier,  
M. Benard.

Le président,  
H. Adriaens.

29 JUIN 1983. — Arrêté royal relatif à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle dispensée dans les établissements d'enseignement, pris en exécution des articles 124 et 125 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 124 et 125;

Vu la concertation qui a eu lieu le 20 avril 1982, le 14 décembre 1982 et le 25 avril 1983 en application de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation en matière d'enseignement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et sur avis de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour application de la section 2, chapitre II du Titre V de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et pour autant qu'il s'agisse de matières soumises à la concertation prévue à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959, on entend par :

1. *Formation professionnelle* : l'enseignement à l'exception de :
  - a. l'enseignement maternel et primaire;
  - b. l'enseignement secondaire général du type II;
  - c. les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire général du type I.

2. *Orientation professionnelle* : l'information et les avis relatifs aux possibilités d'études et d'orientation scolaire et professionnelle concernant la formation professionnelle visée au point 1 susmentionné fournis par :

- a) les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par l'Etat;
- b) les organismes et les personnes qui sont autorisés, en exécution de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, à établir un rapport d'inscription ainsi que les services qui sont chargés de l'accompagnement permanent des élèves de l'enseignement spécial conformément à l'article 12, § 2 de la même loi.

III. Artikel 4 van het ontwerp laat op het vlak van de beroepsopleiding in het buitengewoon secundair onderwijs aan de Ministers van Onderwijs toe, op het advies van de Hoge Raad van het buitengewoon onderwijs, afwijkingen toe te staan op de in artikel 3 van het ontwerp gestelde regel dat in beginsel de inschrijving van een regelmatige leerling niet op basis van zijn geslacht geweigerd mag worden.

Uit de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de Regering hier alleen individuele afwijkingen op het oog heeft, ingegeven door praktische noodwendigheden.

Om de controle van de naleving van de gelijkheidsregel te bevorderen, moet de beslissing over elke aanvraag om afwijking, zij weze gunstig of ongunstig, met redenen omkleed zijn.

IV. Artikel 5 van het ontwerp, dat de datum van inwerking-treding van het voorgestelde besluit op 1 juli 1982 vaststelt, zal aangepast moeten worden.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;  
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;  
G. Schrans; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;  
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H. Coremans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer H. Verhulst, auditeur.

De griffier,  
M. Benard.

De voorzitter,  
H. Adriaens.

29 JUNI 1983. — Koninklijk besluit betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de toegang tot de beroepsopleiding verstrekt in de onderwijsinstellingen, vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 124 en 125 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op de artikelen 124 en 125;

Gelet op het overleg dat bij toepassing van artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving heeft plaatsgehad op 20 april 1982, op 14 december 1982 en op 25 april 1983;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van afdeling 2, hoofdstuk II van titel V van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, en voor zover het materies betreft die onderworpen zijn aan het overleg, bedoeld in artikel 5 van de wet van 29 mei 1959, wordt verstaan onder :

1. *Beroepsopleiding* : het onderwijs met uitzondering van :
  - a. kleuter- en lager onderwijs;
  - b. het algemeen secundair onderwijs van het type II;
  - c. de tweede en derde graad van het algemeen secundair onderwijs van het type I.

2. *Beroepskeuzevoorlichting* : de informatie en adviezen met betrekking tot studie- en beroepskeuzemogelijkheden betreffende de in punt 1 hierboven bedoelde beroepsopleidingen verstrekt door :

- a) de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door het Rijk;
- b) de instellingen en de personen die gemachtigd zijn tot het opstellen van een inschrijvingsverslag in uitvoering van artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, alsook de diensten die belast zijn met de permanente begeleiding van leerlingen in het buitengewoon onderwijs conform met artikel 12, § 2 van dezelfde wet.

**Art. 2.** Pour l'application de la section 2, chapitre II du Titre V de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique on entend également par :

1. *Orientation professionnelle* : l'information et les avis relatifs aux possibilités d'études et d'orientation scolaire et professionnelle fournis par les services de consultation en matière d'études ou services similaires créés dans le cadre des universités.

2. *Formation professionnelle* : l'enseignement universitaire.

**Art. 3. § 1er.** Sans préjudice des décisions des Pouvoirs Organisateurs par lesquelles la mixité a été instaurée dans l'enseignement, pour l'application de l'égalité de traitement dont il est question à l'article 125 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, l'inscription d'un élève régulier ne pourra être refusée sur la base de son sexe, sauf s'il existe sur le territoire de la commune où se situe l'établissement ou dans une des communes limitrophes, un établissement de même caractère qui dispense la formation professionnelle souhaitée et où des élèves de ce sexe peuvent s'inscrire. Les communes limitrophes telles que définies ci-dessus ne sont pas ajoutées aux communes qui au 1er septembre 1983 comptent 100 000 et au 1er septembre 1988 30 000 habitants.

§ 2. A partir du 1er janvier 1990 les communes limitrophes, telles que définies au § 1er ne sont plus ajoutées aux communes.

§ 3. Pour l'application des §§ 1er et 2, la population est celle qui résulte des derniers chiffres publiés au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** En ce qui concerne l'application de l'égalité de traitement dont question à l'article 125 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, sur le plan de la formation professionnelle dans l'enseignement spécial secondaire, le Ministre de l'Education nationale peut accorder des dérogations individuelles aux dispositions de l'article 3, sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécial.

La décision relative à toute demande de dérogation, qu'elle soit favorable ou défavorable, doit être motivée.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983.

**Art. 6.** Nos Ministres de l'Education nationale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTOUILLE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 83 — 1450

Convention sur les droits politiques de la femme,  
faite à New York le 31 mars 1953 (1). — Adhésion

Dépôt de l'instrument d'adhésion de Venezuela : le 31 mai 1983  
(entrée en vigueur : le 23 août 1983).

L'instrument d'adhésion contient la réserve suivante :  
(Traduction) (Original : espagnol).

« Le Venezuela formule une réserve expresse à l'égard des dispositions de l'article IX de la Convention, car il récuse la compétence de la Cour internationale de Justice pour le règlement des différends résultant de l'interprétation ou de l'application de cette Convention. »

(1) Voir *Moniteur belge* du 2 septembre 1964.

(2) Voir *Moniteur belge* du 23 juin 1967.

**Art. 2.** Voor de toepassing van afdeling 2, hoofdstuk II van titel V van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering wordt eveneens verstaan onder :

1. *Beroepskeuzevoorlichting* : de informatie en de adviezen met betrekking tot studie- en beroepskeuzemogelijkheden verstrekt door de Diensten voor studieadvies of gelijkaardige Diensten die in het kader van de Universiteiten opgericht zijn.

2. *Beroepsopleiding* : het universitair onderwijs.

**Art. 3. § 1.** Onverminderd de beslissingen van de Inrichtende Machten waarbij de gemengdheid in het onderwijs werd ingevoerd, mag voor de toepassing van de gelijke behandeling waarvan sprake in artikel 125 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, de inschrijving van een regelmatige leerling op basis van zijn geslacht niet geweigerd worden tenzij er op het grondgebied van de gemeente waar de inrichting gelegen is of in één der aangrenzende gemeenten een inrichting met hetzelfde karakter en met de gevraagde beroepsopleiding voorkomt waar leerlingen van dat geslacht zich kunnen inschrijven.

Bij de gemeenten die per 1 september 1983 100 000, en per 1 september 1988 30 000 inwoners tellen, worden de aangrenzende gemeenten, zoals hierboven bedoeld, niet bijgeteld.

§ 2. Vanaf 1 januari 1990 worden de aangrenzende gemeenten, zoals bedoeld in § 1, niet meer bij deze gemeenten geteld.

§ 3. Voor de toepassing van §§ 1 en 2, gelden de bevolkingscijfers zoals deze blijken uit de jongste gepubliceerde cijfers, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** Voor wat betreft de toepassing van de gelijke behandeling waarvan sprake in artikel 125 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, op het vlak van de beroepsopleiding in het Buitengewoon Secundair Onderwijs, kan de Minister van Onderwijs, op advies van de Hoge Raad van het Buitengewoon Onderwijs, individuele afwijkingen toestaan op het bepaalde in artikel 3.

De beslissing over elke aanvraag tot afwijking, zij weze gunstig of ongunstig, dient met redenen omkleed te zijn.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1983.

**Art. 6.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 83 — 1450

Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw,  
opgemaakt te New York op 31 maart 1953 (1). — Toetreding

Neerlegging van de toetredingsoorkonde van Venezuela :  
31 mei 1983 (inwerkingtreding : 23 augustus 1983).

De toetredingsoorkonde bevat het volgende voorbehoud :

(Vertaling) (Oorspronkelijke tekst : Spaans).

« Venezuela maakt uitdrukkelijk voorbehoud ten aanzien van het bepaalde in artikel IX van het Verdrag daar het de bevoegdheid van het Internationaal Gerechtshof tot regeling van geschillen betreffende de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag niet erkent. »

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1964.

(2) Zie *Belgisch Staatsblad* van 23 juni 1967.